

**Discours de Monique Barbut
Secrétaire exécutive, UNCCD**

**Evènement sur
“Initiative en faveur de l’adaptation de l’agriculture africaine”**

**Mercredi, 16 Novembre 2016
16h00-18h00**

INTELLIGENCE

Selon le physicien Stephen Hawking, « *l'intelligence est la capacité d'adaptation au changement* ».

Et nous avons l'occasion de faire preuve d'intelligence pour faire face au changement climatique.

A Paris, lors de la COP21, ceux qui sont sur la ligne de front du changement climatique ont été entendus. Ainsi dans l'accord de Paris :

- la nature est au centre de notre intervention pour atténuer les changements climatiques – en utilisant les puits de carbone – au lieu de se focaliser seulement sur les solutions technologiques,
- les avantages pour le développement durable de l'atténuation sont reconnus,
- la sécurité alimentaire y est une priorité,
- et enfin, les préoccupations liées à l'adaptation au changement climatique sont mises en avant et sont au centre dudit accord.

A Marrakech et avec l'initiative 3A, si nous sommes intelligents, nous avons la possibilité de transformer cet accord en actions concrètes. Et il n'y a pas de meilleur endroit pour commencer qu'en Afrique.

Alors, quels sont les défis climatiques auxquels l'Afrique est confrontée ?

Tout d'abord, comme le climat africain devient plus chaud et plus sec, le principal risque régional est le changement dans la répartition des zones écologiques. Les cultures traditionnelles et les modes d'exploitation habituels ne fonctionneront plus. À moins de s'adapter, les rendements et la productivité des cultures vont décliner – ce déclin allant jusqu'à 50% dans certains pays au cours des dix prochaines années. Le bétail ne sera pas en mesure de supporter les épisodes de sécheresse et de chaleur extrêmes. Les gens vont souffrir de la faim. Ils seront contraints de migrer soit vers les villes où l'urbanisation se développera de manière anarchique et non durable soit d'aller plus loin encore, vers d'autres pays.

Si ces options leur sont refusées, ils entreront alors en conflit pour accéder aux ressources naturelles en déclin.

L'action pour lutter contre le changement climatique doit donc être orientée pour soutenir ces communautés rurales pauvres et en particulier les

70 à 80% des Africains qui dépendent de l'agriculture. Ce sera une question de vie ou de mort économique - et peut-être littéralement - pour des millions de personnes.

L'initiative en faveur de l'adaptation de l'agriculture africaine est donc un véritable moyen pour l'Afrique de jouer pleinement son rôle dans l'ensemble de l'agenda relatif aux changements climatiques.

Soyons clairs, environ 25% des émissions mondiales de carbone sont dues à l'utilisation des terres. Et 25% des terres du monde sont sévèrement dégradées dont 45% en Afrique. Si nous étions en mesure de remettre en état ces terres dégradées, nous pourrions atténuer les émissions de gaz à effet de serre et permettre le stockage du carbone dans le sol d'où il provient.

La terre, après tout, est le second plus grand puits de carbone de la planète après les océans.

Si nous réhabilitons 12 millions d'hectares de terres chaque année entre 2020 et 2030, par exemple, nous pourrions séquestrer 3 gigatonnes de carbone ; soit l'équivalent de 30% des émissions annuelles de CO₂ provenant des combustibles fossiles. Il est donc clair que c'est une solution gagnante pour l'atténuation des changements climatiques.

Dans le même temps, en utilisant les bonnes pratiques de gestion durables des terres et en assurant le transfert des connaissances traditionnelles et des technologies peu coûteuses à travers l'Afrique, nous en tirerons de grands bénéfices pour le développement durable.

Au moins, 50% des terres agricoles sont dégradés et produisent moins que ce qu'elles pourraient - voire rien du tout. Globalement, au cours des 25 prochaines années, la dégradation des sols pourrait réduire la production alimentaire mondiale de 12% et conduire à une augmentation de 30% des prix mondiaux des produits alimentaires.

Avec la croissance démographique en Afrique, la demande en nourriture et en eau va doubler d'ici 2050.

En Afrique sub-saharienne, en valorisant les connaissances traditionnelles et en utilisant de bonnes pratiques – telles que le zaï - sur seulement 25 pour cent des 300 millions d'hectares de terres agricoles africaines :

- Nous pourrions améliorer la gestion de l'eau tout en renforçant la résilience aux chocs climatiques - en particulier la sécheresse et les inondations.

- Et, nous pourrions cultiver 22 millions de tonnes de nourriture supplémentaires chaque année.

En termes de sécurité alimentaire, cela représenterait un supplément de 750 kilocalories par jour, par personne, pour les 233 millions de personnes souffrant de la faim en Afrique [sur 800 millions à l'échelle mondiale].

L'adaptation de l'agriculture et la réhabilitation des ressources naturelles en Afrique constituent des solutions peu coûteuses mais très efficaces pour lutter contre les changements climatiques. Cela coûterait seulement 20 dollars américains par an pour réhabiliter et gérer durablement un hectare de terre en Afrique sub-saharienne.

Pour que cela fonctionne :

- Nous devons peut-être envisager de nouvelles cultures résistantes à la sécheresse, par exemple.
- Nous aurons besoin de transférer les compétences et la technologie là où elles sont le plus nécessaires.
- Et nous devons nous engager à investir dans des solutions au profit des populations les plus pauvres.

Je félicite les autorités marocaines et cette initiative. À mon avis, c'est l'investissement le plus intelligent que nous pouvons faire.

Maintenant, permettez-moi de parler de l'instrument financier qui peut rendre cela possible : le Fonds LDN.

Tout d'abord, qu'est-ce que le fonds LDN ?

La neutralité en matière de dégradation des terres est devenu un nouvel enjeu mondial l'année dernière, lorsque la cible relative à un «monde neutre en matière de dégradation des terres" d'ici 2030 a été officiellement adopté dans le cadre des objectifs de développement durable des Nations Unies (SDG 15,3).

La neutralité en matière de dégradation des terres signifie que la quantité de terres saines et productives dont chaque pays dépend, nécessaires pour la fourniture de ses services écosystémiques (tels que la nourriture, l'eau et la régulation de la température) reste *a minima* stable dans l'avenir. La Convention a donc adopté la Neutralité en matière de dégradation des terres comme un solide véhicule pour guider sa mise en œuvre (décision 3 / COP12, UNCCD).

Deux types d'actions sont nécessaires pour atteindre la neutralité en matière de dégradation des terres :

1. Éviter la dégradation des terres, et
2. Restaurer / réhabiliter les terres déjà dégradées.

Des solutions techniques existent déjà, mais ce qui compte vraiment c'est l'ampleur des interventions. Atteindre la neutralité en matière de

dégradation des terres à l'échelle mondiale nécessitera un effort massif pour restaurer ou protéger environ 12 millions d'hectares de terres par an - ce qui représente l'empreinte écologique annuelle sur les terres de l'économie mondiale.

Tout le monde comprend que - pour atteindre la neutralité en matière de dégradation des terres d'ici 2030 – **d'importantes quantités de ressources financières doivent être mobilisées**. L'investissement nécessaire pour atteindre l'ODD est estimé à USD 2,5 billions. Comme les ressources publiques à elles seules ne suffiront pas, celles du secteur privé doivent donc être mobilisées, comme cela a été reconnu dans le Programme d'action d'Addis-Abeba.

Nous avons besoin de partenariats regroupant toutes les parties prenantes pour supprimer les contraintes, atténuer les risques et débloquer les ressources nécessaires pour passer des milliards aux milliers de milliards nécessaires à la réalisation du nouveau programme de développement. En d'autres termes, nous avons besoin de solutions innovantes « de financement mixte », comme le suggérait plus tôt cette année Gavin Wilson, PDG de la SFI.

Les solutions d'investissement de financement mixtes permettent de tirer profit de partenariats entre les divers acteurs, incluant des organisations internationales, des agences de coopération au développement et des entreprises privées.

Ceci est la raison pour laquelle la Convention - par l'intermédiaire du Mécanisme mondial – s'est engagée dans le développement du Fonds LDN avec le soutien financier des Gouvernements de la France, du Luxembourg et de la Norvège et la Fondation Rockefeller.

Le Fonds LDN regroupe plusieurs institutions déterminées à aborder la question de la dégradation des terres à l'échelle planétaire :

- Une Convention des Nations Unies, celles sur la Lutte Contre la Désertification,
- Une banque privée (Mirova, la filiale dédiée à l'investissement responsable de Natixis Asset Management),
- Une institution financière publique (la Banque européenne d'investissement).

Devant être lancé début 2017, le Fonds LDN est le premier outil d'investissement de son genre, les fonds publics servant de levier pour mobiliser des capitaux privés pour la gestion durable des terres et les projets de restauration des terres dans le monde entier.

Je suis très heureuse que le ministère de l'Agriculture et de la Pêche du Royaume du Maroc et Mirova aient décidé d'établir un accord de coopération entre l'initiative 3A et le Fonds LDN.

[Accord qui sera signé juste après cet événement, dans le pavillon 3A dans la zone verte].

En vertu de cet accord, les deux parties travailleront ensemble dans un véritable esprit de partenariat pour promouvoir l'initiative 3A et la réalisation de nos objectifs communs visant à soutenir une agriculture résiliente au changement climatique et assurer la transition vers la neutralité en matière de dégradation des terres en Afrique.

D'une part, l'initiative 3A sera déterminante pour le Fonds LDN en favorisant la sensibilisation, le renforcement des capacités et la création d'un environnement favorable et en facilitant l'identification des bons projets en Afrique.

D'autre part, le Fonds LDN permettra aux développeurs de projets 3A de bénéficier de nouvelles possibilités d'accès à des financements à long terme et de l'assistance technique ainsi que d'une interface fiable avec les institutionnels et les investisseurs régionaux et mondiaux.

Ensemble, je crois que les deux initiatives peuvent faire la différence dans les années à venir.